

Faites cesser les meurtres!
Nous exhortons le conseil des droits de l'homme de l'ONU d'enquêter sur la
situation des droits humains
dans les Philippines!

Lors de la 44e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (CDH) en juin 2020, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a fait état des violations généralisées et systématiques des droits humains aux Philippines. La Haute-Commissaire a constaté que les mécanismes nationaux n'avaient pas permis d'établir de responsabilité et que l'impunité persistait pour les violations des droits humains. Elle a également mentionné que la rhétorique néfaste des autorités incitant à la haine et à la violence à l'égard des femmes, des défenseurs des droits humains, de l'opposition politique, de la société civile, des peuples autochtones, des toxicomanes et revendeurs de drogue, et des travailleurs humanitaires, qui s'est poursuivie pendant la période de COVID-19, pourrait constituer une violation du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Quelques semaines après la publication du rapport détaillé de Bachelet, la situation des droits humains aux Philippines s'est empirée. Au cours de la première semaine de juillet, le Président a signé la loi antiterroriste qui est considérée comme une mesure qui aggravera les attaques et la diffamation des défenseurs des droits humains et de la société civile. L'exercice des libertés et des droits fondamentaux a été compromis, avec de nombreux défis à la liberté de la presse et des militants et manifestants arrêtés et détenus sur des accusations fragiles. En août, à quelques jours d'intervalle, le dirigeant paysan Randall Echanis et l'activiste de la santé Zara Alvarez ont été sommairement exécutés lors d'incidents séparés, à la suite des meurtres de l'agent humanitaire Jory Porquia, du leader paysan Nora Apique et du leader des populations urbaines défavorisées Carlito Badion lors du confinement provoqué par la COVID-19. L'avocat et parajuriste bénévole qui aide la famille d'Echanis fait maintenant face à des plaintes de la police pour avoir prétendument fait obstruction à son enquête. Les menaces de violence, et notamment les menaces de mort, contre les militants et les défenseurs des droits humains se sont poursuivies sans relâche.

Nous devons mettre un terme à ces attaques incessantes dès maintenant. Et cette situation qui s'aggrave ne prendra pas fin tant que ceux qui les perpétuent sont libres et indemnes. Ces auteurs doivent être traduits en justice devant une cour, un tribunal ou un organe qui agira de manière indépendante, impartiale et efficace, en faisant allégeance aux droits humains et à la justice au lieu des pouvoirs en place. Nous avons besoin d'une véritable responsabilité et d'une véritable transparence dans l'enquête sur ces violations des droits humains, et que soit supprimée la possibilité pour les enquêtes de protéger et même absoudre les personnes responsables des crimes.

Nous ne pouvons pas nous fier à la promesse d'un gouvernement qui a fait preuve d'un grand mépris et manque de respect des droits de la personne d'exiger des comptes et d'agir avec transparence. Ce gouvernement n'a fait preuve que de dédain pour les individus et les experts, y compris ceux de l'ONU et de la Cour pénale internationale, qui demandent de manière indépendante et impartiale d'enquêter sur les violations incessantes des droits humains aux Philippines.

Lors de la 44e session du CDH, le Secrétaire à la justice des Philippines a nié l'existence de l'impunité aux Philippines, promettant la création d'un groupe interinstitutions chargé

d'examiner les 5 655 meurtres commis pendant les opérations de lutte de la police contre les drogues illégales. Il a nié les allégations de meurtres généralisés et systématiques ainsi que d'autres violations des droits humains. Il a souligné que le Gouvernement avait respecté les droits humains et d'autres libertés fondamentales, réaffirmant l'existence de mesures de responsabilisation, telles qu'un comité interinstitutions sur les meurtres extrajudiciaires, les disparitions forcées, la torture et d'autres violations graves du droit à la vie, à la liberté et à la sécurité des personnes.

Nous avons été témoins d'une longue histoire de comités de réflexion interinstitutions nationaux et de commissions d'enquête promettant d'agir sans crainte ni faveur. Mais nous avons été à maintes reprises frustrés et même enragés par la stérilité et l'inefficacité de ces soi-disant mesures nationales de responsabilité. Plutôt que d'aider, ces organes gouvernementaux ont même contribué à l'infrastructure de l'impunité et des erreurs judiciaires contre les victimes de violations des droits humains.

Alors que la 45e session du Conseil des droits de l'homme commence aujourd'hui, nous appelons le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à exercer son mandat et à créer d'urgence un mécanisme d'enquête indépendant et impartial sur les exécutions extrajudiciaires et les violations des droits humains endémiques aux Philippines. L'action du Conseil des droits de l'homme peut contribuer de manière significative à décourager de nouvelles violations des droits humains aux Philippines. De même, nous soutenons d'autres initiatives en exhortant les États du monde entier à faire passer le message qu'un tel niveau d'impunité aux Philippines est inacceptable.

Cela doit se produire maintenant avant de perdre une autre Zara Alvarez, un autre Randall Echanis, un autre Jory Porquia, un autre Kian delos Santos et un autre Philippin à ces violations cruelles, généralisées et systématiques.